

Questions orales

Des voix: Bravo!

M. Marshall: A-t-on aussi considéré le cas des bénéficiaires d'une allocation aux anciens combattants qui touchent une pension partielle d'invalidité? L'augmentation récente de la pension d'invalidité figurera-t-elle dans les chèques d'allocations aux anciens combattants?

M. MacDonald (Cardigan): Monsieur l'Orateur, je m'occupe de cette question que je réserve pour la prochaine session parlementaire.

* * *

L'INDUSTRIE

LA PÉNURIE DE PAPIERS—LES MESURES ENVISAGÉES

M. Ian Arrol (York-Est): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Consommation et des Corporations. Étant donné que l'approvisionnement en produits de papier pour les marchés intérieur et extérieur du Canada étaient faibles même avant la grève des chemins de fer et celles des papeteries, le ministre dira-t-il à la Chambre quelles mesures sont envisagées pour remédier à ce qui semble être une situation grave et prolongée? Pendant combien d'années encore il y aura-t-il des pénuries avant que les abondantes ressources forestières du Canada ne soient utilisées pour faire face à la demande?

L'hon. Herb Gray (ministre de la Consommation et des Corporations): Monsieur l'Orateur, le député a soulevé une importante question, mais je crois qu'elle relève de plus près du ministre de l'Industrie et du Commerce et du ministre de l'Environnement.

* * *

LES AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS

LA PROLONGATION DU PLAFONNEMENT DES ALLOCATIONS ET LA HAUSSE DES ALLOCATIONS DE SÉCURITÉ DE VIEILLESSE ET DE SUPPLÉMENT DE REVENU GARANTI

M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, ma question a effectivement été posée par le député de Humber-Saint-Georges-Sainte-Barbe et j'accueille la réponse avec satisfaction, mais je voudrais poser une question supplémentaire au ministre des Affaires des anciens combattants. Le décret du conseil qui exempte du plafond prévu dans la loi sur les allocations aux anciens combattants, la sécurité de la vieillesse et le supplément de revenu garanti s'appliquera-t-il seulement à octobre ou s'appliquera-t-il également à toutes les autres hausses trimestrielles accordées plus tard?

L'hon. Daniel J. MacDonald (ministre des Affaires des anciens combattants): Monsieur l'Orateur, il s'appliquera désormais à toutes les hausses trimestrielles.

[M. MacDonald (Cardigan).]

LES TRANSPORTS

LA NÉGLIGENCE DES COMPAGNIES FERROVIAIRES DANS L'ENTRETIEN DES EMPRISES

M. Bill Jarvis (Perth-Wilmot): Monsieur l'Orateur, en l'absence du ministre des Transports, je vais adresser cette question au ministre de l'Agriculture. Je regrette de voir que le ministre du Travail soit un peu délaissé aujourd'hui. Comme il est bien évident que les Chemins de fer nationaux évitent délibérément d'assumer leurs responsabilités pour ce qui de l'entretien des emprises ferroviaires dans les régions rurales et que la Commission canadienne des transports a, jusqu'ici, évité d'assumer les siennes en ordonnant aux chemins de fer de faire honneur à leurs obligations par exemple, dans le cas de réparation de clôture et de pulvérisation d'herbicides, le ministre nous dirait-il s'il est disposé à intervenir auprès des chemins de fer et de la Commission canadienne des transports, ou à presser son collègue, le ministre des Transports, d'intervenir, à condition, naturellement que moi et d'autres députés lui fournissions les renseignements voulus dans les cas précis de négligence de ces responsabilités?

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, la question a une portée beaucoup plus étendue que les seules emprises ferroviaires. Pour y répondre en détail, il me faudrait beaucoup de temps. Je vais examiner les problèmes qu'il a signalés et j'en discuterai avec le ministre des Transports et la Commission canadienne des transports.

* * *

LES FINANCES

LES SORTIES DE FONDS À COURT TERME—LES MESURES ENVISAGÉES

L'hon. Marcel Lambert (Edmonton-Ouest): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures qui remplace le ministre des Finances. Étant donné que la hausse du taux préférentiel et du taux officiel d'escompte décrétée la semaine dernière était destinée à freiner la sortie des fonds à court terme, qui s'est quand même poursuivie, le ministre nous dirait-il quelles autres mesures le gouvernement envisage-t-il de prendre pour l'empêcher, ou faut-il s'attendre à une autre hausse du taux d'intérêt, d'ici une semaine ou deux?

● (1200)

L'hon. Mitchell Sharp (ministre suppléant des Finances): Naturellement, monsieur l'Orateur, il s'agit d'une des questions qui devraient être réservées pour le ministre responsable. Je lui transmettrai cette question, mais je suis sûr que mon honorable ami ne prônerait pas d'autres hausses des taux d'intérêt—ou peut-être l'ai-je mal compris.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Non, monsieur l'Orateur. Je me demandais simplement si nous pouvions continuer de miser sur une politique ratée.